

pour une France solidaire et hospitalière

**Cette journée internationale de solidarité
avec les migrants et les réfugiés à l'initiative de l'ONU
revêt cette année encore une importance particulière.
Cet appel de l'ONU est aussi celui du Parti communiste français.**

Pour la France, mais aussi l'Europe, il est de notre devoir de rechercher ensemble, dans la solidarité, des solutions pour accueillir migrants et réfugiés dans la dignité, avec l'objectif qu'ils puissent s'intégrer dans notre société ou, s'ils le désirent, retourner demain dans leur pays en paix.

Ce choix, respectueux des droits humains, des valeurs de notre République et des traités internationaux, s'oppose frontalement à ceux avancés par la droite et l'extrême droite qui préparent un arsenal de mesures hostiles : remise en cause du droit du sol, de l'aide médicale d'État, des aides sociales, du regroupement et du rapprochement familial... et ouverture de la chasse aux sans-papiers. Ce déchaînement vise à répondre à la menace inventée d'une « invasion » et à l'affirmation que la « France n'aurait pas la capacité d'accueillir une immigration supplémentaire ».

Pourtant la réalité est tout autre : le nombre d'immigrés en France est quasiment stable et représente moins de 9% de la population. L'arrivée récente de populations fuyant les guerres au Proche-Orient, en Afghanistan et en Afrique de l'Est n'a pas inversé cette tendance.

Il dépend donc des autorités françaises de mettre en œuvre des politiques d'accueil, d'hospitalité, accompagnées de mesures pour le maintien et le développement des services publics.

MESURES D'URGENCE

Aide d'urgence aux réfugiés et aux migrants

Respecter la Convention de Genève sur les réfugiés politiques et créer deux statuts spécifiques pour les réfugiés économiques et les réfugiés climatiques.

Mettre aux normes du Haut commissariat aux réfugiés (HCR) de l'ONU les centres d'accueil et doubler leurs capacités.

Mettre en place des dispositifs de soutien médico-social, des parcours d'insertion professionnelle et de scolarisation des enfants.

Engager un plan d'aide et d'accueil d'ampleur de 4 milliards d'euros, dont au moins 2 milliards pour les collectivités.

Refonte des politiques migratoires et des visas en France et en Europe

Abrogation des règlements Dublin.

Réorientation des missions de Frontex pour le sauvetage et l'ouverture de voies d'accès légales vers l'Europe.

Refonte complète des politiques de visas en France, incluant la régularisation des sans-papiers.

IVRY

ouverture d'un centre d'accueil

Ivry va accueillir, à partir de janvier 2017, un centre d'hébergement d'urgence pour les réfugiés. C'est un acte de solidarité concrète, qui répond au besoin d'un accueil digne de ces populations qui fuient les zones de guerre. [...]

Nous, organisations de gauche, disons clairement qu'il y a urgence à agir, en faveur de la paix et d'un accueil digne des réfugiés. C'est pourquoi nous soutenons la création du centre d'accueil à Ivry, pour que les familles bénéficient d'un accès aux droits élémentaires, à un suivi médical, à un accompagnement à la scolarisation des enfants.

Parmi les signataires : PCF, Ensemble, PG, EELV, LO, JC, NPA...

Voir la déclaration :

<http://international.pcf.fr/94535>

La solidarité

st plus forte que la peur

Dans les Alpes-Maritimes, la survie des réfugiés à la frontière franco-italienne est assurée avant tout par des citoyens solidaires. Cette solidarité ne faiblit pas, malgré les intimidations de la police, de l'armée, du préfet et des élus locaux comme messieurs Ciotti ou Estrosi. Cinq citoyens solidaires sont appelés à comparaître prochainement devant le TGI de Nice pour « délit de solidarité ».

Et pourtant d'ores et déjà des centaines de citoyens sont engagés dans la solidarité concrète envers les réfugiés qui, après avoir pris des risques considérables pour traverser la Méditerranée, cherchent à lutter dans les vallées des Alpes-Maritimes contre le froid et la faim.

La France a les moyens d'une grande politique sociale au bénéfice de tous en décidant de mettre fin dès à présent aux politiques d'austérité qui asphyxient les budgets publics, des villes et appauvrissent la population.

Tout appelle donc à un changement politique conduisant à des transformations où Français, migrants et réfugiés travailleraient ensemble au développement du pays, à leur bien-être. Le combat pour « l'humain et la solidarité d'abord » est le nôtre et celui de millions de Français qui rejettent toutes les tentatives de faire de l'immigré un nouveau bouc émissaire, et d'alimenter les peurs, la xénophobie et le racisme.

Enfin, il s'agit de s'attaquer aux causes : trop de guerres, de violences, de misères, d'inégalités poussent à ces déplacements forcés.

Se rassembler pour la démocratie, le développement économique, social, écologique et la paix, tels sont les combats d'avenir auxquels les communistes vous appellent à vous engager.

PASSER DE LA RÉOLUTION AUX ACTES

Le Parlement européen a adopté le 25 octobre dernier le rapport portant sur les migrations et les droits de l'homme présenté par Marie-Christine Vergiat, députée européenne du Front de gauche, membre de la GUE/NGL. La résolution a été votée par une majorité de 339 voix « pour », 333 « contre » et 25 abstentions. La droite de l'hémicycle l'a jugée trop progressiste.

Dans cette résolution, on trouve notamment la demande d'« un allègement de la dette des pays les plus pauvres » et « des processus de restructuration de la dette souveraine », ainsi, et c'est une première, qu'« une évaluation de tous les fonds de l'UE utilisés en matière de migration et notamment de l'accord UE/Turquie ». Il revient maintenant à la Commission européenne de tenir compte de cette résolution et de la mettre en œuvre.

Voir le rapport :

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=REPORT&mode=XML&reference=A8-2016-0245&language=FR>

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél :